

Rapport annuel 2024

Coopérative suisse des artistes interprètes



Chères et chers membres, Chères et chers collègues,

En me penchant sur cette année riche en événements, je ressens une profonde gratitude – et je l’écris ici en tant qu’acteur culturel, non pas en tant que président – pour les structures au sein desquelles on œuvre souvent discrètement mais avec ténacité pour défendre nos intérêts. Notre coopérative est l’un des nombreux acteurs au sein desquels des personnes engagées travaillent chaque jour derrière leurs écrans, au téléphone ou en séance pour faire valoir nos droits.

En tant qu’acteur·trice·s culturel·le·s (et dans un contexte plus large, en tant qu’êtres humains), nous sommes souvent confrontés à des évolutions et à des forces contre lesquelles il nous est difficile de lutter seuls – qu’il s’agisse des grandes plateformes internationales qui commercialisent les œuvres culturelles ou des structures locales qui décident non seulement du financement de la culture ou du journalisme culturel, mais aussi de ses modalités. Et ce n’est pas seulement le fait que nous ne sachions pas toujours par où commencer avec notre engagement personnel lorsque nous aspirons à des changements. Souvent, c’est aussi le temps qui manque : il faut gagner sa vie, et la partie du travail créatif qui n’est souvent pas directement rémunérée a elle aussi besoin d’espace pour pouvoir s’épanouir. Un mois est déjà passé, sans que je comprenne pourquoi il me faut une autorisation SUISA lors de la production de supports sonores de ma propre musique...

Depuis que je suis actif en politique culturelle, je me rappelle régulièrement à quel point je comprenais peu auparavant les droits voisins ou les implications politiques qui influencent notre marché, notre secteur culturel, les médias en tant que plateforme essentielle et notre gestion collective des droits.

Sur le front du travail associatif, ce manque de compréhension de la part des personnes directement concernées peut parfois être décourageant, mais en réalité, cela n’a rien d’anormal : les acteur·trice·s culturel·le·s doivent pouvoir se concentrer sur leur travail. Cela rend d’autant plus précieux l’engagement des personnes dans nos bureaux et nos salles de conférence : de la Coopérative suisse des artistes interprètes à Swissperform et Suisseculture, en passant par les associations professionnelles où nos membres sont aussi représenté·e·s et conseillé·e·s.



Photo: Marius Stalder

Il est donc compréhensible que certaines des activités importantes qui ont occupé notre secrétariat et notre comité cette année (et dont il est question dans le présent rapport annuel) n'aient été perçues que de manière marginale par une partie des artistes concerné·e·s : des actions de politique culturelle face aux défis de l'intelligence artificielle ou à l'initiative de réduction de la redevance SSR (Initiative SSR), à une transformation porteuse d'avenir au sein de Swissperform, en passant par le lancement des travaux début 2025 du chantier de reconstruction de l'un de nos immeubles à la Zeughausstrasse. Un élément central de notre stabilité financière à long terme est en effet notre patrimoine immobilier, qui nous permet aussi de soutenir et d'accompagner régulièrement des actions en faveur de la politique culturelle.

Je conclus cet avant-propos par un grand et chaleureux merci à notre bureau, qui fait avancer discrètement, mais de manière essentielle et conséquente, de nombreux projets importants, souvent en coulisses – et parfois aussi sur le devant de la scène – ainsi qu'à notre comité engagé, qui réfléchit activement, remet en question, prend des initiatives et offre un large soutien. Nos remerciements s'adressent également à nos partenaires au sein de l'ensemble de l'écosystème culturel. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre belle collaboration !

Christoph Trummer

«En tant qu'acteur·trice·s culturels, nous sommes souvent confrontés à des évolutions et à des forces contre lesquelles il nous est difficile de lutter seuls.»

Assemblée générale

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 20 juin 2024. À cette occasion, le rapport annuel et les comptes annuels 2023 ont été approuvés et décharge a été donnée aux organes de la coopérative. Nous avons présenté nos domaines d'activités, nos priorités et les comptes annuels, répondu aux questions spécifiques des membres et recueilli des suggestions. Lors de cette assemblée, tous les organes ont été soumis au vote pour un mandat de deux ans. La plupart des membres sortant·e·s se sont représenté·e·s et trois nouvelles personnes ont été élues.

Comité

Le comité s'est réuni trois fois en séance ordinaire pour traiter les affaires courantes et prendre les décisions nécessaires. Il est responsable de l'orientation stratégique et des lignes directrices de la politique de gestion. Au cours de l'année écoulée, une nouvelle ligne directrice / charte a été élaborée, un nouveau logo a été introduit, le projet de construction de l'immeuble situé à la Zeughausstrasse 7 a progressé et les défis posés par l'intelligence artificielle pour les artistes interprètes ont été examinés en détail.

Conseil de direction / commission de construction

Le conseil de direction s'est également réuni à trois reprises pour des séances ordinaires. Pour accompagner le projet à la Zeughausstrasse 7, une commission de construction, composée du conseil de direction et de deux membres supplémentaires du comité, a été formée. Cette commission s'est réunie à plusieurs reprises en ligne, a suivi de près les travaux de planification et a élaboré les bases décisionnelles destinées au comité.

Secrétariat

Aucun changement de personnel ou de structure n'est intervenu au sein du secrétariat. L'équivalent de 420 % de taux d'occupation (y compris l'antenne romande) est réparti entre six collaborateur·trice·s. Bruno Marty continue de présider le groupe d'experts « interprètes de phonogrammes » chez Swissperform. Cette tâche fait partie intégrante de son poste en tant que directeur de notre coopérative.

Antenne Romande

Notre antenne de Lausanne représente la Coopérative suisse des artistes interprètes et Swissperform en Suisse romande. Elle propose principalement des services de conseil aux artistes francophones. Elle sert par ailleurs de point d'entrée pour les échanges d'informations entre producteur·rice·s, utilisateur·rice·s et Swissperform.

Répartition sur mandat de Swissperform

Sur mandat de Swissperform, nous assurons la gestion de certains domaines de répartition des droits voisins au profit des artistes interprètes. La commission de répartition est responsable de l'exécution et des décisions. La répartition est effectuée selon les prescriptions du règlement de répartition de Swissperform. Les domaines de répartition que nous prenons en charge sont les suivants :

- Phono musique sur vidéogrammes
- Phono phonogrammes non commercialisés et prestations en direct
- Audiovision autres exécutions audiovisuelles

Au cours de l'année sous revue, nous avons procédé à la répartition principale 2023, à la répartition complémentaire 2022 ainsi qu'à la répartition finale 2018. La répartition principale 2023 a permis de distribuer CHF 1'607'960.20 à 2'678 personnes. La répartition complémentaire 2022 a permis de distribuer CHF 531'307.70 à 633 personnes et la répartition finale 2018 a permis de distribuer CHF 731'278.65 à 1'295 personnes. Les décomptes ont été envoyés aux ayants droit en décembre 2024, et les paiements correspondants ont été effectués.

Les frais de répartition (salaires, jetons de présence, loyers, systèmes informatiques, frais de port, de téléphone, etc.) sont imputés au montant à répartir. Nous tenons une comptabilité distincte pour ce secteur et établissons un rapport de gestion séparé.

L'intégration de la répartition des artistes interprètes dans le domaine de l'audiovisuel à la base de données internationale VRDB a continué de progresser. En s'appuyant sur la base de données existante « Filmographie », qui fonctionne déjà via notre système informatique, des outils spécifiques ont été développés et les interfaces ont été élargies.

Durant l'été, nous avons de nouveau pu procéder à l'importation de données d'œuvres de SUIZA dans le domaine de l'utilisation de musique à la télévision. Ces données supplémentaires permettront à l'avenir d'améliorer la répartition dans le domaine de la musique de film.

Vidéo à la demande – TC 14

Lors de la dernière révision de la Loi sur le droit d’auteur (LDA), une rémunération pour les offres de vidéo à la demande (VoD) a été introduite. Elle garantit aux personnes ayant participé à des films un droit inaliénable à rémunération pour l’utilisation en ligne des œuvres. La majeure partie de ces revenus revient aux acteur·trice·s, mais des rémunérations sont également prévues pour les musicien·ne·s ayant participé à la musique de film. Le tarif correspondant, le TC 14, est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2022.

En raison de retards dans la transmission de déclarations d’utilisation par les plateformes en ligne, la mise en œuvre n’a pu débuter que cette année. Sur mandat de Swissperform, nous développons ce système de répartition sur notre base de données existante. Dans le cadre de ce développement, le règlement de répartition de Swissperform a également été révisé et ce domaine de répartition y a été nouvellement intégré.

Conseils sur mandat de Swissperform

En 2024 également, nous avons pu proposer un service de conseil dans le domaine « Recorded Performance », accessible à tous·tes les artistes interprètes, indépendamment d’une affiliation à notre coopérative ou à Swissperform. De nombreux·ses artistes ont été conseillé·e·s par téléphone, par mail ou lors d’entretiens personnels, le secrétariat de Zurich étant responsable pour la Suisse alémanique et l’antenne romande pour la Suisse romande. Les demandes provenant du Tessin ont pu être traitées aussi bien par le secrétariat de Zurich que par l’antenne romande à Lausanne.

Les conseils ont couvert divers domaines, notamment les droits d’auteur et les droits voisins (droits exclusifs, droits à rémunération, déclarations, décomptes, etc.), la distinction entre différentes sociétés de gestion, le contenu des contrats d’adhésion et de gestion, les utilisations et les rémunérations sur les plateformes en ligne, les contrats de réciprocité, ainsi que les questions de droit contractuel (engagements, enregistrements, coproductions, édition, licences, etc.).

Des contrats de prestations existent également avec les associations professionnelles spécifiques aux disciplines suivantes : t. Professions du spectacle Suisse, Sonart, ScèneSuisse et USDAM (Union Suisse des Artistes Musiciens).

Gestion des droits

Captations de concerts d’orchestres

L’autorisation d’utilisation des captations de concerts d’orchestres a continué à faire partie de nos activités. Des contrats individuels ont été conclus pour des captations et leurs utilisations, et des conventions-cadres existantes ont été partiellement renégociées et administrées.

Contrat SSR – Audion – Interprètes

Ce contrat a été renégocié en 2024. Il porte sur certaines utilisations musicales spécifiques de la SRG SSR dans l’environnement en ligne, telles que le podcasting, le simulcasting, le streaming à la demande d’émissions et l’utilisation de musique dans des offres numériques. Ces droits d’utilisation ne sont pas soumis à l’obligation de gestion collective et peuvent donc être gérés directement. Une prolongation du contrat jusqu’à fin 2025 a été convenue. Une partie des revenus sera transférée à Swissperform, qui les intégrera dans des répartitions spécifiques.

Intelligence artificielle et prestation artistique

Les systèmes d’intelligence artificielle actuels sont capables de transformer des prestations artistiques ou de créer des illusions qui n’ont jamais réellement existées, ce qui implique des mutations profondes pour les artistes. Beaucoup se demandent si leur profession peut perdurer face à ces avancées technologiques. Nous nous sommes penchés sur cette problématique.

D’une part, nous avons élaboré une fiche d’information sur l’IA. Celle-ci vise à aider les artistes interprètes de toutes disciplines à clarifier, dans leurs contrats, les questions essentielles concernant l’usage de l’intelligence artificielle « IA » (Artificial Intelligence « AI »). Des modules de texte prêts à l’emploi ont été rédigés afin de pouvoir être intégrés aux propositions de contrat. Les contrats contiennent en règle générale une clause sur la cession ou l’octroi des droits. Ces éléments de texte ont été mis à disposition de toutes les associations professionnelles ainsi qu’à leurs membres.

D’autre part, nous avons mandaté les avocats Ernst W. Brem et Ernst J. Brem pour rédiger un article dans la revue juridique spécialisée « sic ! », publié dans le numéro de septembre. Cet article traite des aspects juridiques touchant les artistes interprètes et des répercussions de l’IA sur leur environnement de travail.

Consultation Message culture 2025–2028

Dans son message, le Conseil fédéral définit l'orientation de la politique culturelle de la Confédération pour la période de soutien 2025–2028. Il y établit également le cadre budgétaire, qui sera soumis au Parlement pour approbation. L'augmentation du budget de l'armée de 3,6 milliards en raison de la situation géopolitique mondiale a déclenché une série de mesures d'économies dans l'ensemble des débats budgétaires, qui toucheront également la culture. À la fin de l'année 2024, il n'était toujours pas clair quelles économies supplémentaires s'ajouteraient aux coupures déjà connues, comme les 1,5 million de francs en moins alloués à Pro Helvetia. Le Parlement ne prendra de décision à ce sujet qu'en 2025.

Initiative « 200 francs, ça suffit ! (Initiative SSR) »

L'initiative a été déposée auprès de la Chancellerie fédérale en été 2023. Depuis, nous sommes en contact avec différentes associations culturelles, avec Suisseculture ainsi qu'avec l'alliance « Pour la diversité des médias ». Afin de pouvoir agir en amont de la votation à venir, l'alliance « Pour la diversité des médias » nous a soumis une demande de soutien. Le comité l'a acceptée au début de l'année 2024.

Dans le contexte de cette initiative, le Conseil fédéral a proposé à l'automne 2023 une révision partielle de l'ordonnance sur la radio et la télévision, dans laquelle il prévoit notamment, dans le cadre de ses compétences, de faire passer la redevance des ménages à 300 francs. Nous avons rédigé une prise de position à ce sujet, que nous avons déposée en janvier 2024, dans laquelle nous saluons le rejet de l'initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! » par le Conseil fédéral, mais refusons toute baisse supplémentaire de la redevance, qui rendrait irréalisable le mandat de prestations actuel de la SSR. Malgré les nombreuses oppositions exprimées par des prises de position, le Conseil fédéral a adopté son message en juin 2024, contraignant ainsi la SSR à une politique d'austérité d'environ 17 % avant même la votation. En 2025, les commissions parlementaires décideront si elles souhaitent soutenir l'initiative ou un éventuel contre-projet. Nous restons mobilisés.

Ligne directrice / logo / site web

Une nouvelle ligne directrice a été adoptée, un nouveau logo a été introduit et le site web a été remanié. Le « lifting » est désormais achevé. Des extensions du site seront progressivement mises en œuvre et le contenu sera enrichi. Par exemple, des vidéos explicatives sont en cours de réalisation.



Rapport annuel 2024 | Activités

Immeubles

Le bâtiment situé à la Zeughausstrasse 7, construit en 1894, a été loué pendant de nombreuses années à la police cantonale de Zurich. Après leur départ, une utilisation transitoire a été mise en place. La proximité avec la Kasernenwiese, la gare centrale et le quartier de Stauffacher rend l'emplacement particulièrement attractif pour un immeuble d'habitation. Le bâtiment est en outre légèrement en retrait par rapport à la Zeughausstrasse, ce qui en fait un lieu particulièrement calme. Après un examen approfondi de différentes variantes, il a été décidé que la vision d'un habitat et d'un espace de travail modernes et densifiés ne pouvait pas être réalisée dans la structure existante.

À la place, nous prévoyons une nouvelle construction comprenant six étages complets et un étage en attique, qui abritera dix logements à loyer abordable, un studio et des bureaux au rez-de-chaussée. Il s'agira d'une construction moderne en bois avec un agencement flexible des espaces. Les bâtiments voisins sont majoritairement utilisés comme bureaux et présentent une esthétique correspondante. Le nouveau bâtiment de la Zeughausstrasse 7 se distinguera clairement comme construction résidentielle en bois et offrira à ses habitants un cadre de vie chaleureux.

La demande de permis de construire a été déposée à l'automne 2023. Cependant, la procédure d'autorisation a pris énormément de temps, si bien que nous n'avons reçu le permis de construire qu'en novembre 2024. Par ailleurs, certaines servitudes (droits de construction plus rapprochée, etc.) ont dû être clarifiées ou négociées. Le début des travaux est prévu pour la mi-janvier 2025.

Coprésentateur Swiss Music Awards

Les années précédentes, nous avons participé aux Swiss Music Awards (SMA) en tant que coprésentateur. Dans ce cadre, nous avons établi des partenariats avec Helvetia Rockt et Sonart. En 2024, Helvetia Rockt s'est retirée à court terme du prix « Best Female Act ». Nous avons rapidement pris le relais avec une nouvelle identité visuelle. JOYA MARLEEN a remporté le prix « Best Female Act » – toutes nos félicitations ! Nous avons également continué à soutenir le « Artist Award » de Sonart en tant que coprésentateur.

Fondation suisse des artistes interprètes (SIS)

Depuis plusieurs années, nous fournissons des prestations de services pour la fondation. Nos services comprennent la mise à disposition de toute l'infrastructure de bureau, les tâches générales de secrétariat ainsi que la tenue de la comptabilité de la fondation.



Swissperform

Notre partenariat étroit avec Swissperform constitue un pilier important de notre travail. Sur mandat de Swissperform, nous nous chargeons des tâches de conseil et de certains domaines de la répartition de recettes provenant des droits voisins aux interprètes. Cette collaboration professionnelle est variée et éprouvée.

Suisseculture

En tant que membre de l'organisation faîtière Suisseculture, nous nous engageons activement au niveau politique pour les préoccupations des actrices et acteurs culturels. Sophie Reding est membre du comité de Suisseculture et apporte son expertise aux groupes de travail « Médias » et « LDA ».

Conseil suisse de la musique (CSM)

En tant que membre du Conseil suisse de la musique, une organisation faîtière réunissant quelque 50 organisations actives dans le domaine de la musique, nous pouvons nous engager en faveur de l'amélioration des conditions-cadres dans la culture et la politique d'éducation dans le domaine de la musique.

Charte de la musique suisse

La Charte de la musique suisse est un accord conclu entre la SRG SSR et les associations de la scène musicale suisse. Elle sert de cadre pour le traitement de la musique suisse dans la programmation de la SRG SSR. Les objectifs de la charte sont de promouvoir l'image de la musique suisse, de développer une collaboration flexible et de renforcer la présence de musique suisse dans les programmes. David Johnson est responsable de la coordination et de la direction pour ce qui concerne l'industrie musicale.

Fondation Charles Apothéloz (CAST)

Les collaboratrices et collaborateurs de la SIG sont assurés auprès de la caisse de pensions CAST. Celle-ci propose des solutions de prévoyance professionnelle aux actrices et acteurs culturels. David Acklin (représentant employé) et Bruno Marty (représentant employeur) représentent la Coopérative dans son conseil de fondation.

Commission des charts

Le hit-parade officiel en Suisse, déterminé par l'institut allemand d'étude de marché GfK Entertainment AG pour le compte d'IFPI Suisse, est contrôlé par la commission des charts. Bruno Marty représente la Coopérative dans cette commission, laquelle veille à ce que le règlement du hit-parade soit utilisé correctement et adapté aux nouvelles évolutions du marché.

International

La SIG soutient activement la « International Federation of Musicians » (FIM) et la « International Federation of Actors » (FIA), lesquelles s'engagent pour les intérêts des artistes interprètes dans le monde entier. La Coopérative soutient par ailleurs l'Union Suisse des Artistes Musiciens SMV/USDAM avec un montant annuel servant à l'indemnisation des frais liés à la vice-présidence de la FIM. Ces relations sont importantes, afin de pouvoir bénéficier d'informations de première main sur les évolutions au niveau international.



Photo: Bruno Marty

Membres

À la fin 2024, le nombre de membres s'élevait à 4'450 personnes.

Comité

Christoph Trummer (président)
René Baiker (vice-président)
Salva Leutenegger (vice-présidente)
Beat Santschi (vice-président)
Micha Amstad (dès le 20.06.2024)
Peter Aregger
Richard Blatter
Judith Bucher (jusqu'au 20.06.2024)
Elisabeth Graf
Andreas Laake
Sophie Laville
Mirjam Sahli
Sebastian Schindler
Verena Schweizer
Corinne Soland (dès le 20.06.2024)
Peter Niklaus Steiner
Catherine Suter Gerhard

Conseil de direction

Christoph Trummer
René Baiker
Salva Leutenegger
Beat Santschi

Schweizerische Interpretengenossenschaft
Kasernenstrasse 15
CH-8004 Zürich
Tel. +41 43 322 10 60
info@interpreten.ch

Commission de répartition

Laura Quadri (présidente)
Vera Bommer
Laurent Girard (dès le 20.06.2024)
Anna Rossinelli
Michael Sauter
Nicolas Senn (jusqu'au 20.06.2024)
Annette Wunsch

Secrétariat Zürich

Bruno Marty, directeur
David Acklin, responsable de la répartition
Tanya Gavrancic, répartition
Sara Pepe, comptabilité / administration
Sophie Reding, projets / communication

Antenne romande

David Johnson, conseil

Rédaction et conception

Bruno Marty

www.interpreten.ch

Coopérative suisse des artistes interprètes
Avenue du Grammont 11bis
CH-1007 Lausanne
Tél. +41 32 724 31 25
antenneromande@interpreten.ch



Photo: Bruno Marty

En complément du rapport annuel et des comptes annuels, le rapport de situation présente l'évolution des activités et la situation économique de la coopérative à la fin de l'exercice. L'exercice 2024 se clôture sur une perte de CHF 1'210'928. Le comité adopte chaque année le budget de l'année suivante. Les variations par rapport au budget sont surveillées en permanence et des prévisions sont établies pour en assurer le suivi.

Cette perte importante s'explique par une dépréciation extraordinaire de l'immeuble situé à la Zeughausstrasse 7. Suite à la décision de démolir le bâtiment et de le remplacer par une nouvelle construction, ainsi qu'à l'absence de revenus locatifs à la fin de l'année 2024, cette dépréciation a dû être intégrée dans les comptes 2024 conformément aux directives de Swiss GAAP RPC, bien que les travaux ne commencent qu'en 2025.

Personnel

En 2024, environ 420 pour cent de postes ont été couverts. Ceux-ci étaient répartis de manière variable entre 6 personnes.

Prestations

En plus de la représentation des intérêts des artistes interprètes en Suisse, la coopérative fournit différentes prestations encadrées par des contrats :

- Répartition sur mandat de Swissperform
- Conseils sur mandat de Swissperform
- Comptabilité de la Fondation suisse des artistes interprètes (SIS)

Activité de développement

Sur mandat de Swissperform, nous avons développé le système de répartition pour la vidéo à la demande (VOD) sur notre base de données existante. Les autres systèmes de répartition ont été ponctuellement optimisés et développés.

Événements exceptionnels

Aucun événement exceptionnel ayant eu une incidence significative sur nos activités n'est survenu au cours de l'année sous revue.

Perspectives d'avenir

- Le permis de construire a été délivré et les travaux du nouveau bâtiment de la Zeughausstrasse 7 ont débuté à la mi-janvier 2025.
- Comme aucun revenu locatif ne sera perçu pour la Zeughausstrasse 7 pendant environ un an et demi, cela aura une incidence sur les revenus globaux et la liquidité de la coopérative. Toutefois, le financement du projet de construction est assuré et une planification détaillée de la trésorerie a été établie.
- La vente des titres restants est prévue. L'évolution incertaine de l'économie mondiale ainsi que d'autres facteurs influencent les marchés financiers. En cas de faibles performances boursières, une perte sur les cours devra éventuellement être acceptée lors de la vente.
- L'initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! » suivra son cours au Parlement cette année. Selon l'évolution du processus politique, nous nous engagerons sur ce dossier.
- Le développement des outils d'intelligence artificielle (IA) progresse à très grande vitesse et a un impact considérable sur le monde professionnel des artistes interprètes. Nous continuerons à porter une attention accrue à cette évolution.

L'initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! » suivra son cours au Parlement cette année. Selon l'évolution du processus politique, nous nous engagerons sur ce dossier.

Rapport annuel 2024 | Comptes annuels (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

BILANZ	2024	2023
Ziffer im Anhang		
AKTIVEN		
1 Umlaufvermögen		
Flüssige Mittel	11'777'029	11'428'405
Wertschriften	889'380	1'190'793
Sonstige Forderungen	194'413	155'753
Aktive Rechnungsabgrenzung	38'853	65'131
Total Umlaufvermögen	12'899'675	12'840'081
2 Anlagevermögen		
Immobilien	8'168'954	9'116'126
Mobiliar	1'688	2'108
EDV	2'363	3'378
Total Anlagevermögen	8'173'005	9'121'612
Total Aktiven	21'072'680	21'961'693
PASSIVEN		
3 Kurzfristiges Fremdkapital		
Verbindlichkeiten aus Leistungen	53'242	38'452
Passive Rechnungsabgrenzung	150'734	216'726
Kurzfristige Rückstellungen	2'760'010	1'892'863
Total kurzfristiges Fremdkapital	2'963'986	2'148'041
4 Langfristiges Fremdkapital		
Langfristige Finanzverbindlichkeiten	6'800'000	6'800'000
Langfristige Rückstellungen	9'925'680	10'419'709
Total langfristiges Fremdkapital	16'725'680	17'219'709
Eigenkapital		
Gesetzlicher Reservefonds	131'376	131'376
Rücklagenkonto (Gewinnvortrag)	2'462'567	2'599'412
Ergebnis Geschäftsjahr	-1'210'928	-136'845
Total Eigenkapital	1'383'015	2'593'943
Total Passiven	21'072'680	21'961'693

ERFOLGSRECHNUNG	2024	2023
Ziffer im Anhang		
5 Bruttoertrag		
Erlös	5'249'326	4'377'542
Direkter Aufwand	-4'575'368	-3'787'875
Total Bruttoertrag	673'958	589'667
6 Betriebsaufwand		
Personalaufwand	-656'240	-634'627
Raumaufwand	479	1'880
Unterhalt und Reparaturen	-9'542	-10'373
Verwaltungsaufwand	-64'000	-65'340
Beratungs- und Werbeaufwand	-176'742	-131'695
Abschreibungen	-190'074	-191'335
Total Betriebsaufwand	-1'096'118	-1'031'489
Betriebsergebnis	-422'160	-441'823
7 Finanzertrag / (Aufwand)		
Finanzertrag	213'245	110'102
Finanzaufwand	-374'520	-209'157
Total Finanzertrag / (Aufwand)	-161'275	-99'056
8 Sonstiger Ertrag / (Aufwand)		
Liegenschaftenaufwand	-240'043	-251'715
Liegenschaftenertrag	631'801	660'388
Ausserordentlicher Aufwand	-1'016'971	0
Total sonstiger Ertrag / (Aufwand)	-625'212	408'673
Ergebnis vor Steuern	-1'208'647	-132'205
Steuern	-2'281	-4'640
Betriebserfolg	-1'210'928	-136'845

Rapport annuel 2024 | Comptes annuels (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

GELDFLUSSRECHNUNG		2024	2023	
Fonds flüssige Mittel 01.01.2024		11'428'405	10'832'811	
Geldfluss aus Betriebstätigkeit				
Gewinn/Verlust		-1'210'928	-136'845	
Abschreibung/Zuschreibungen (erfolgswirksame				
+/- Aufwertungen) des Anlagevermögens		1'207'045	191'335	
+/- Abnahme/Zunahme Bewertung Wertschriften zu Marktwert		163'791	65'370	
Zunahme/Abnahme von fondsunwirksamen Rückstellungen				
+/- (inkl. latenter Ertragssteuer)		373'118	764'777	
+/- Verlust/Gewinn aus Abgängen des Anlagevermögens		-24'802	0	
+/- Abnahme/Zunahme der Forderungen aus L&L		0	0	
Abnahme/Zunahme von übrigen Forderungen und aktiven				
+/- Rechnungsabgrenzungen		-12'382	-90'747	
+/- Zunahme/Abnahme der Verbindlichkeiten aus L&L		14'790	6'054	
Zunahme/Abnahme von übrigen kurzfristigen				
+/- Verbindlichkeiten und passiven Rechnungsabgrenzungen		-65'992	-204'347	
Geldzu-/Geldabfluss aus Betriebstätigkeit (operativer Cash				
= Flow)		444'638	595'595	
Geldfluss aus Investitionstätigkeit				
- Auszahlungen für Investitionen (Kauf) von Sachanlagen		-258'438	0	
Einzahlungen aus Devestitionen (Verkauf) von Finanzanlagen				
+ (inkl. Darlehen, Beteiligungen, Wertschriften usw.)		162'424	0	
= Geldzu-/Geldabfluss aus Investitionstätigkeit		-96'014	0	
Geldfluss aus Finanzierungstätigkeit				
Aufnahme/Rückzahlungen von langfristigen				
+/- Finanzverbindlichkeiten		0	0	
= Geldzu-/Geldabfluss aus Finanzierungstätigkeit		0	0	
Fonds flüssige Mittel 31.12.2024		11'777'029	11'428'405	
EIGENKAPITALNACHWEIS				
	Gesetzl. Reserve	Rücklagenkonto	Jahresergebnis	2023
Stand 1. Januar 2023	131'376	2'689'927	-90'515	2'730'788
Jahresergebnis 2022	-	-90'515	90'515	0
Jahresergebnis 2023	-	-	-136'845	-136'845
Stand 31. Dezember 2023	131'376	2'599'412	-136'845	2'593'943
				2024
Stand 1. Januar 2024	131'376	2'599'412	-136'845	2'593'943
Jahresergebnis 2023	-	-136'845	136'845	0
Jahresergebnis 2024	-	-	-1'210'928	-1'210'928
Stand 31. Dezember 2024	131'376	2'462'567	-1'210'928	1'383'014

Anhang zur Jahresrechnung

Allgemein
Geschäftstätigkeit und Organisation
Die Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG ist eine Genossenschaft im Sinne von Art. 828 ff. OR und wurde am 27. Mai 1953 in Zürich gegründet. Die Genossenschaft nimmt Leistungsschutzrechte ihrer Mitglieder und Auftraggeber gegenüber Nutzern und Dritten wahr, soweit diese nicht nach Bundesrecht durch eine konzessionierte Verwertungsgesellschaft wahrzunehmen sind. Sie bekämpft ungenehmigte Nutzungen der Darbietungen ihrer Mitglieder im In- und Ausland und arbeitet zu diesem Zweck mit anderen gleichgesinnten Organisationen im In- und Ausland zusammen. Die Genossenschaft kann im Auftrag der schweizerischen Verwertungsgesellschaften auch Aufgaben in den Bereichen der Dokumentation von Rechten, der Verteilung von Verwertungserlösen an die ausübenden Künstlerinnen und Künstler, sowie weiterer Dienstleistungen für Ausübende unabhängig von einer Mitgliedschaft bei der Genossenschaft übernehmen. Die Genossenschaft kann in Zusammenarbeit und in Absprache mit anderen Künstlerorganisationen gesamtschweizerische Interessen der ausübenden Künstlerinnen und Künstler wahrnehmen.
Die organisatorischen Grundlagen der Genossenschaft sind die Statuten und das Verwaltungsreglement (Stand 11.06.2014) sowie das Geschäftsführungsreglement (Stand 23.06.2016). Die Organe der Genossenschaft sind: 1) Generalversammlung 2) Vorstand 3) Verteilausschuss 4) Revisionsstelle Die Organe mit Ausnahmen der Revisionsstelle werden jeweils für 2 Jahre gewählt. Die Revisionsstelle wird jährlich gewählt.

Jahresrechnung

Die Jahresrechnung wird auf der Basis von betriebswirtschaftlichen Werten unter Einhaltung der Vorschriften des Schweizerischen Obligationenrechts und übereinstimmend mit den gesamten Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER in Anwendung des Prinzips historischer Kosten erstellt. Eine Ausnahmen bilden Wertschriften im Umlaufvermögen, welche nach dem Marktwertprinzip (fair value) bewertet werden. Die vorliegende Jahresrechnung 2024 mit dem Vorjahresvergleich 2023 wird vollständig nach Swiss GAAP FER offengelegt. Es ergeben sich keine Bewertungsdifferenzen zwischen den obligationenrechtlichen Vorschriften entsprechenden Jahresrechnung und der Jahresrechnung nach Swiss GAAP FER.

Die Interpretengenossenschaft hat verschiedene Tätigkeitsbereiche und führt deshalb vier einzelne Buchhaltungsmandanten (Geschäftsbereich). Zum Schluss wird ein konsolidierter Gesamtabschluss erstellt. Die einzelnen Buchhaltungsmandanten sind:
1) Eigener Geschäftsbereich (KST 1)
2) Verteilung i.A. Swissperform (KST 2)
3) Beratung i.A. Swissperform (KST 3)
4) Anerkennung der Rechte (KST 4)

Risikoanalyse

Der Vorstand setzt sich periodisch mit den Risiken der Genossenschaft und deren Beurteilung auseinander. Die Risikobeurteilung/IKS dient der Sicherstellung einer korrekten und transparenten finanziellen Berichterstattung, sowie der Dokumentation interner Abläufe und der Konformität mit gesetzlichen Vorgaben. Die Prüfung der Jahresrechnung wird durch eine ordentliche Revision vorgenommen. Zusätzlich erfolgt aufgrund Art. 727 ff. des Obligationenrechts (OR) die Prüfung durch die Revisionsstelle, ob ein internes Kontrollsystem (IKS) besteht und im Arbeitsalltag genutzt wird.

Transaktionen mit Nahestehenden

Mitglieder von Organen der Interpretengenossenschaft (Vorstand, Vorstandsausschuss, Verteilausschuss) können neben Sitzungsgeldern für ihre Tätigkeit in einem Gremium auch Entschädigungen aus Leistungsschutzrechten erhalten, sofern sie Mitglied von Swisssperform sind. Dabei basiert die Auszahlung von Leistungsschutzrechten (Verteilung i. A. Swisssperform) auf den Vorgaben des Verteilreglements Swisssperform. Den Gremiumsmitgliedern wird kein besonderer Vorteil eingeräumt.

Bewertungsgrundsätze

Flüssige Mittel

Die flüssigen Mittel sind zu Nominalwerten bilanziert und enthalten Kassenbestände, Post- und Bankguthaben sowie kurzfristige Festgeldanlagen.

Wertschriften

Unter dieser Position werden die leicht handelbaren Wertschriften, welche jederzeit veräussert werden können, ausgewiesen. Sie werden zu Marktwerten bilanziert.

Forderungen

Forderungen werden zum Nominalwert abzüglich betriebswirtschaftlich notwendiger Wertberichtigungen bilanziert. Konkrete Ausfallrisiken werden einzeln berücksichtigt. Nicht mehr einbringbare Forderungen werden als Verlust abgeschrieben.

Aktive und passive Rechnungsabgrenzung

Rechnungsabgrenzungen dienen der periodengerechten Erfassung von Aufwänden und Erträgen.

Sachanlagen

Die Bewertung der Mobilien (Büro- IT-Infrastruktur) erfolgt zu Anschaffungs- oder Herstellungskosten abzüglich der betriebswirtschaftlich notwendigen Abschreibungen. Die Aktivierungsgrenze liegt bei CHF 1'000.00. Die Abschreibungen erfolgen degressiv.

Die Bewertung der Immobilien erfolgt aufgrund des Anschaffungswerts abzüglich Abschreibungen. Investitionen (Umbau oder werterhaltende Massnahmen) werden entsprechend zum Anschaffungswert dazu gerechnet. Die Abschreibungen erfolgen linear über die Nutzungsdauer und aufgrund der gesetzlichen Rahmenbedingungen. Die jährliche Abschreibungen beträgt 1.5% des Anschaffungswerts. Anlagen im Bau werden zu Anschaffungskosten bewertet; eine Abschreibung erfolgt erst ab dem Zeitpunkt der Nutzung.

Finanzanlagen

Die Finanzanlagen werden zu Anschaffungskosten unter Abzug allfälliger Wertbeeinträchtigungen bewertet. Sie beinhalten Wertschriften mit einer Laufzeit von mehr als 12 Monaten und langfristige Darlehen. Darlehen werden zu Nominalwerten unter Berücksichtigung von Bonitätsrisiken eingesetzt.

Verbindlichkeiten

Die Verbindlichkeiten werden zu Nominalwerten bewertet. Unter «Verbindlichkeiten aus Leistungen» sind Ansprüche aus Leistungsschutzrechten verbucht, welche zwar abgerechnet sind, aber aus verschiedenen Gründen noch nicht ausbezahlt werden konnten.

Langfristige Verbindlichkeiten

Bestehen aus Hypotheken oder Darlehen auf den Liegenschaften. Die Verbindlichkeiten werden zu Nominalwerten bewertet.

Rückstellungen (kurz- und langfristig)

Rückstellungen werden gebildet, wenn aus einem Ereignis in der Vergangenheit:

- a) eine wahrscheinliche Verpflichtung besteht
- b) der Abfluss von Ressourcen mit wirtschaftlichem Nutzen zum Erfüllen dieser Verpflichtung wahrscheinlich ist
- c) eine zuverlässige Schätzung der Höhe der Verpflichtung möglich ist.

Die Bewertung erfolgt nach einheitlichen betriebswirtschaftlichen Kriterien.

Im Bereich der Verteilung (KST 2) werden diejenigen Gelder unter kurzfristigen Rückstellungen geführt, welche in der nächsten Hauptverteilung oder der entsprechenden Nachverteilung in den nächsten 12 Monaten in die Verteilung und somit zur Auszahlung gelangen. Die übrigen Gelder, welche erst in den nächsten Jahren zur Verteilung kommen, werden als langfristige Rückstellungen geführt.

Eigenkapital

Gewinn oder Verlust aus dem Jahresabschluss werden im Eigenkapital ausgewiesen. Die entsprechenden Gewinn- oder Verlustvorträge aus dem Vorjahr werden ebenfalls über das Eigenkapital verrechnet.

Steuern

Die SIG ist steuerpflichtig.

Details nach Ziffern

1 Umlaufvermögen

Wertschriften	2024	2023
Wertschriften	1'016'434	1'360'906
Wertschwankungsreserven	-127'054	-170'113
Total	889'380	1'190'793

Die Interpretengenossenschaft besitzt seit Jahren verschiedene Wertschriften von Schweizer Firmen, die nach Marktwert per Ende Jahr bilanziert werden. Durch die effektive Bewertung der Aktien werden zur Sicherheit Wertschwankungsreserven von 12.5% des effektiven Wertes gebildet, um starke Bewegungen im Markt teilweise aufzufangen. 2024 wurden einzelne Titel im Wert von CHF 160'000.- verkauft.

Sonstige Forderungen	2024	2023
Forderungen VST-Guthaben	54'836	31'316
Forderungen Kontokorrent Immobilien	139'578	124'437
Total	194'413	155'753

2 Anlagevermögen

Immobilien	2024	2023
Liegenschaft K15	3'772'250	3'855'680
Liegenschaft K23/Z7	4'138'266	5'260'446
Anlagen im Neubau Z7	258'438	0
Total	8'168'954	9'116'126
Wertberichtigung (ordentliche Abschreibung)	188'639	188'639
Abschreibung Z7 (ausserordentlicher Aufwand)	1'016'971	0

Die Liegenschaft K15 wurde im Jahr 2005 und die Liegenschaft K23/Z7 im Jahr 2009 erworben. Mit dem Entscheid, das Gebäude Z7 durch einen Neubau zu ersetzen, und dem Wegfall der Mieterträge gegen Ende 2024 ist aus wirtschaftlicher Sicht von einer dauerhaften Nutzungsaufgabe auszugehen. Entsprechend wurde der Restbuchwert des bestehenden Gebäudes Z7 (exkl. Landanteil) im Jahresabschluss 2024 vollständig abgeschrieben. Der physische Abbruch erfolgt zwischen Januar und April 2025. Der Bodenwert bleibt unverändert bilanziert. Die 2024 angefallenen Planungskosten für den Neubau wurden als Anlagen im Bau aktiviert.

3 Fremdkapital kurzfristig

Verbindlichkeiten aus Leistungen	2024	2023
Kreditoren Hauptverteilung 2018 - 2023	31'189	33'364 <i>KST2</i>
Kreditoren Nachverteilung 2019 - 2022	8'575	4'040 <i>KST2</i>
Kreditoren Schlussverteilung 2017 - 2018	13'478	1'048 <i>KST2</i>
Total	53'242	38'452

Bei jeder Haupt- und Nachverteilung (KST2) gibt es Vergütungen, die nicht an Berechtigte ausbezahlt werden können (= Kreditoren). Dafür gibt es verschiedene Gründe wie: Konto unbekannt oder Angaben ungenügend, die Mitgliedschaft bei SWP noch nicht erfolgt ist, Rückbehalt der Gelder aus anderen Gründen etc. Sobald alle Bedingungen für eine Auszahlung erfüllt sind, werden die entsprechenden Vergütungen ausbezahlt. Diese Kreditoren werden pro Jahr einzeln geführt.

Kurzfristige Rückstellungen	2024	2023
Rückstellungen	-22'412	1'667 <i>KST1</i>
Rückstellungen Nachverteilungen 2018 & 2023	2'692'739	1'757'257 <i>KST2</i>
Rückstellungen aus Auflösung Reserven Verteilung	63'183	83'939 <i>KST3</i>
Rückstellungen	26'500	50'000 <i>KST4</i>
Total	2'760'010	1'892'863

KST1 / Rückstellung für Steuern.

KST2 / In der Hauptverteilung werden jährlich Rückstellungen für Nachverteilungen gebildet. Die Rückstellungen aus den Verteilungen 2018 & 2023 werden im Jahr 2024 aktiviert und gelangen in die entsprechende Nach- bzw. Schlussverteilung.

KST3 / Rückstellungen aus Auflösung Reserven Verteilung dienen zur Kostendeckung der Beratungsdienstleistung für ausübende Künstler/innen.

KST4 / Rückstellung für die Medienpolitischen Initiative «200 Franken sind genug», um Gegenmassnahmen zu unterstützen.

4 Fremdkapital langfristig

Langfristige Verbindlichkeiten	2024	2023
Darlehen Liegenschaft K15	3'800'000	3'800'000 <i>31.12.2028</i>
Darlehen Liegenschaft K23	1'800'000	1'800'000 <i>unbefristet</i>
Hypothek Liegenschaft K23	3'000'000	3'000'000 <i>17.03.2036</i>
Verrechnung interne Darlehen (KST 2)	-1'800'000	-1'800'000
Total	6'800'000	6'800'000
Amortisation Hypothek K23	0	0

Das Darlehen Liegenschaft K15 besteht gegenüber der Schweizerischen Interpretenstiftung SIS. Zinsbasis bildet der SARON (Swiss Average Rate Overnight) mit einer zusätzlichen Marge von 0.8%. Das Darlehen Liegenschaft K23 besteht gegenüber der Verteilung (KST 2) und wird mit 1.5% verzinst. Die restliche Finanzierung der Liegenschaft K23 wird über eine Festhypothek von CHF 3 Mio. gewährleistet.

Langfristige Rückstellungen	2024	2023
Rückstellung noch nicht ausbezahlte Beträge MX3	116'162	116'162 <i>KST1 / *1</i>
Rückstellung Erneuerungsfonds K15	99'711	61'988 <i>KST1 / *2</i>
Rückstellung Erneuerungsfonds K23/Z7	394'694	366'024 <i>KST1 / *2</i>
Rückstellung Charta CH-Musik	9'613	12'330 <i>KST1 / *3</i>
Rückstellungen Entwicklung Verteilung NBV	412	7'315 <i>KST2 / *4</i>
Rückstellung Schlussverteilung 2018 - 2023	7'224'416	7'840'937 <i>KST2 / *5</i>
Rückstellung Anerkennung der Rechte	2'080'673	2'014'954 <i>KST4 / *6</i>
Total	9'925'680	10'419'709

*1 Die Online-Plattform "mx3.ch" bezahlte der Vergütungen für die Rechte der Ausübenden. Aufgrund unvollständiger Nutzungsmeldungen und der unmöglichen Identifizierung der Rechteinhaber, wurden die Gelder zurückgestellt. Ab 2015 hat Swissperform die Lizenzierung übernommen.

*2 Die Erneuerungsfonds sind für zukünftige Sanierungen der Liegenschaften gedacht. Vom Fonds K23/Z7 wurden für die Planungs- und Vorbereitungsarbeiten Neubau Zeughausstrasse 7 bereits Gelder verwendet. Es wurden wieder 1% vom Gebäudeversicherungswert in beide Fonds einbezahlt.

*3 Die SIG koordiniert das Dialogorgan "Charta der CH-Musik". Die Partner der Charta aus dem Musikbereich haben ein Projekt-Konto eingerichtet, welches die SIG verwaltet.

*4 Periodisch werden aus der Auflösung von Rückstellungen dem Konto Entwicklung Verteilung NBV Gelder zugewiesen. Dies im Hinblick auf die Weiterentwicklung der Verteilreglemente und der IT-Verteilsysteme.

*5 Bei jeder Hauptverteilung sind gem. Verteilreglement Swissperform für die entsprechenden Verteilbereiche (Phono / AV) Rückstellungen für Nachverteilungen zu bilden. Diese Rückstellungen werden einzeln geführt und bei den entsprechenden Nachverteilungen wieder aktiviert.

*6 Dies sind Rückstellungen zur Durchsetzung und Anerkennung von Rechten der Ausübenden.

Rapport annuel 2024 | Comptes annuels (en allemand) – Comptes selon Swiss GAAP RPC

5 Bruttoertrag

Erlös	2024	2023
Eigener Geschäftsbereich	924'655	881'240 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swisssperform	3'928'979	3'133'860 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swisssperform	148'762	154'768 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	307'202	267'382 <i>KST 4</i>
Interne Verrechnungen (s. Verwaltungsaufwand)	-60'271	-59'709
Total	5'249'326	4'377'542

Die Erlöse setzen sich aus diversen Geschäften über die unterschiedlichen Kostenstellen zusammen.

Direkter Aufwand	2024	2023
Eigener Geschäftsbereich	-731'775	-716'796 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swisssperform	-3'684'307	-2'913'581 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swisssperform	-13'567	-15'825 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	-145'719	-141'673 <i>KST 4</i>
Total	-4'575'368	-3'787'875

Der direkte Aufwand ist das Ausgabe-Pendant zum Erlös und beinhaltet Weiterleitungen von Gelder an Berechtigte, Zahlungen an nationale und internationale Organisationen etc.

6 Betriebsaufwand

Personalaufwand (Brutto)	2024	2023
Jahrespauschale Präsident / Vizepräsidenten	-11'080	-10'555 <i>KST 1&2</i>
Sitzungsentschädigungen Vorstand und Ausschuss	-25'827	-37'938
Sitzungsentschädigungen Verteilausschuss	-5'599	-4'963
Jahreslohn Geschäftsleiter (Pensum 100%)	-140'700	-140'700
Übriger Personalaufwand	-473'034	-440'471
Total	-656'240	-634'627

Im Jahr 2024 wurden rund 420 Stellen-Prozent von 6 Personen abgedeckt.
Das Verhältnis zwischen tiefstem und höchstem Lohn belief sich auf rund 1 : 1.44

Personalvorsorge

Für die berufliche Vorsorge besteht für das Personal der SIG ein Anschlussvertrag bei der Vorsorgestiftung CAST mit einem Vorsorgeplan auf der Basis des Beitragsprimats. Die Risiken Alter, Tod und Invalidität sind bei der AXA Leben AG kongruent durch einen Versicherungsvertrag rückversichert.

Verwaltungsaufwand	2024	2023
Eigener Geschäftsbereich	-34'978	-39'615 <i>KST 1</i>
Verteilung i.A. Swisssperform	-45'447	-39'585 <i>KST 2</i>
Beratung i.A. Swisssperform	-12'640	-15'831 <i>KST 3</i>
Anerkennung der Rechte	-31'205	-30'018 <i>KST 4</i>
Interne Verrechnungen (s. Erlöse)	60'271	59'709 <i>KST 1</i>
Total	-64'000	-65'340

Beratungs- und Werbeaufwand	2024	2023
Finanzberatung / Revision	-15'510	-18'510
Juristische Beratung	-35'693	-17'769
Web, IT, Kommunikation	-81'950	-59'866
Projektkosten	-25'899	-17'800
Kongresse	-17'690	-17'750
Total	-176'742	-131'695

7 Finanzertrag / Finanzaufwand

Finanzertrag / Finanzaufwand	2024	2023
Wertschriftenertrag	46'765	45'110
Anpassung Wertschwankungsreserven	43'059	9'339
Realisierter Ertrag aus Verkauf WS	24'802	0
Erträge aus Finanzanlagen (Festgelder)	98'619	55'653 <i>KST 2 & 4</i>
Zinsertrag Liegenschaft K23	27'000	27'000 <i>KST 2</i>
Zinsaufwand Liegenschaft K15	-79'445	-47'500
Zinsaufwand Liegenschaft K23	-106'200	-106'200
Bank- und PC-Spesen	-9'025	-7'749
Nicht realisierter Aufwand aus Anpassung WS	-206'850	-74'708
Total	-161'275	-99'056

Bis anhin wurde nur Aufwand/Ertrag aus Anpassung Wertschriften (WS) in der Jahresrechnung abgebildet, was der jeweiligen Veränderung des Buchwerts entsprach. Durch den Verkauf einzelner Titel wurde ein effektiver Ertrag erzielt, der unter Realisierter Ertrag aus Verkauf WS deklariert wird.

8 Sonstiger Ertrag / Sonstiger Aufwand

Sonstiger Ertrag / Sonstiger Aufwand	2024	2023
Liegenschaftenaufwand	-240'043	-251'715
Liegenschaftenertrag	631'801	660'388
Ausserordentlicher Aufwand	-1'016'971	0
Total	-625'212	408'673

Die Liegenschaftsverwaltung inkl. Buchhaltung wird extern geführt.

Die ausserordentlichen Aufwendungen im Geschäftsjahr 2024 resultieren aus der vollständigen Abschreibung des Restbuchwerts des Gebäudes Z7 (ohne Landanteil). Wie unter Punkt 2 ‚Anlagevermögen‘ erläutert, wurde das Gebäude aufgrund der wirtschaftlichen Nutzungsaufgabe – infolge des geplanten Ersatzneubaus sowie des Wegfalls der Mieterträge gegen Ende 2024 – per Bilanzstichtag vollständig abgeschrieben.

Übrige Angaben
Der Gesamtbetrag der zur Sicherung eigener Verbindlichkeiten verwendeten Aktiven beträgt CHF 7'910'516 (Buchwert der Immobilien).
Die Jahresrechnung wurde am 16.04.2025 vom Vorstand zur Kenntnis genommen. Bis zu diesem Datum traten nach dem Bilanzstichtag keine Ereignisse ein, welche die Aussagefähigkeit der Jahresrechnung wesentlich beeinträchtigen. An der GV der Interpretengenossenschaft vom 12. Juni 2025 wird die Jahresrechnung zur Abstimmung gebracht.



Bericht der Revisionsstelle
an die Generalversammlung der
Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG, Zürich

Zürich, 14. April 2025

Bericht zur Prüfung der Jahresrechnung

Prüfungsurteil

Wir haben die Jahresrechnung der **Schweizerische Interpretengenossenschaft SIG** (die Gesellschaft) – bestehend aus der Bilanz zum 31. Dezember 2024, der Erfolgsrechnung, der Geldflussrechnung und dem Eigenkapitalnachweis für das dann endende Jahr sowie dem Anhang, einschliesslich einer Zusammenfassung bedeutsamer Rechnungslegungsmethoden – geprüft.

Nach unserer Beurteilung vermittelt die beigegefügte Jahresrechnung ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Vermögens- und Finanzlage der Gesellschaft zum 31. Dezember 2024 sowie deren Ertragslage und Cashflows für das dann endende Jahr in Übereinstimmung mit Swiss GAAP FER und entspricht dem schweizerischen Gesetz.

Grundlage für das Prüfungsurteil

Wir haben unsere Abschlussprüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den Schweizer Standards zur Abschlussprüfung (SA-CH) durchgeführt. Unsere Verantwortlichkeiten nach diesen Vorschriften und Standards sind im Abschnitt "Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der Jahresrechnung" unseres Berichts weitergehend beschrieben. Wir sind von der Gesellschaft unabhängig in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften und den Anforderungen des Berufsstands, und wir haben unsere sonstigen beruflichen Verhaltenspflichten in Übereinstimmung mit diesen Anforderungen erfüllt.

Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise ausreichend und geeignet sind, um als eine Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen.

Verantwortlichkeiten der Verwaltung für die Jahresrechnung

Die Verwaltung ist verantwortlich für die Aufstellung einer Jahresrechnung, die in Übereinstimmung mit Swiss GAAP FER und den gesetzlichen Vorschriften ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild vermittelt, und für die internen Kontrollen, die die Verwaltung als notwendig feststellt, um die Aufstellung einer Jahresrechnung zu ermöglichen, die frei von wesentlichen falschen Darstellungen aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern ist.

Bei der Aufstellung der Jahresrechnung ist die Verwaltung dafür verantwortlich, die Fähigkeit der Gesellschaft zur Fortführung der Geschäftstätigkeit zu beurteilen, Sachverhalte im Zusammenhang mit der Fortführung der Geschäftstätigkeit – sofern zutreffend – anzugeben sowie dafür, den Rechnungslegungsgrundsatz der Fortführung der Geschäftstätigkeit anzuwenden, es sei denn, die Verwaltung beabsichtigt, entweder die Gesellschaft zu liquidieren oder Geschäftstätigkeiten einzustellen, oder hat keine realistische Alternative dazu.

Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der Jahresrechnung

Unsere Ziele sind, hinreichende Sicherheit darüber zu erlangen, ob die Jahresrechnung als Ganzes frei von wesentlichen falschen Darstellungen aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern ist, und einen Bericht abzugeben, der unser Prüfungsurteil beinhaltet. Hinreichende Sicherheit ist ein hohes Mass an Sicherheit, aber keine Garantie dafür, dass eine in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den SA-CH durchgeführte Abschlussprüfung eine wesentliche falsche Darstellung, falls eine solche vorliegt, stets aufdeckt. Falsche Darstellungen können aus dolosen Handlungen oder Irrtümern resultieren und werden als wesentlich gewürdigt, wenn von ihnen einzeln oder insgesamt vernünftigerweise erwartet werden könnte, dass sie die auf der Grundlage dieser Jahresrechnung getroffenen wirtschaftlichen Entscheidungen von Nutzern beeinflussen.

Als Teil einer Abschlussprüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den SA-CH üben wir während der gesamten Abschlussprüfung pflichtgemässes Ermessen aus und bewahren eine kritische Grundhaltung. Darüber hinaus:



- identifizieren und beurteilen wir die Risiken wesentlicher falscher Darstellungen in der Jahresrechnung aufgrund von dolosen Handlungen oder Irrtümern, planen und führen Prüfungshandlungen als Reaktion auf diese Risiken durch sowie erlangen Prüfungsnachweise, die ausreichend und geeignet sind, um als Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen. Das Risiko, dass aus dolosen Handlungen resultierende wesentliche falsche Darstellungen nicht aufgedeckt werden, ist höher als ein aus Irrtümern resultierendes, da dolose Handlungen kollusives Zusammenwirken, Fälschungen, beabsichtigte Unvollständigkeiten, irreführende Darstellungen oder das Ausserkraftsetzen interner Kontrollen beinhalten können.
- gewinnen wir ein Verständnis von dem für die Abschlussprüfung relevanten Internen Kontrollsystem, um Prüfungshandlungen zu planen, die unter den gegebenen Umständen angemessen sind, jedoch nicht mit dem Ziel, ein Prüfungsurteil zur Wirksamkeit des Internen Kontrollsystems der Gesellschaft abzugeben.
- beurteilen wir die Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden sowie die Vertretbarkeit der dargestellten geschätzten Werte in der Rechnungslegung und damit zusammenhängenden Angaben.
- ziehen wir Schlussfolgerungen über die Angemessenheit des von der Verwaltung angewandten Rechnungslegungsgrundsatzes der Fortführung der Geschäftstätigkeit sowie auf der Grundlage der erlangten Prüfungsnachweise, ob eine wesentliche Unsicherheit im Zusammenhang mit Ereignissen oder Gegebenheiten besteht, die erhebliche Zweifel an der Fähigkeit der Gesellschaft zur Fortführung der Geschäftstätigkeit aufwerfen können. Falls wir die Schlussfolgerung ziehen, dass eine wesentliche Unsicherheit besteht, sind wir verpflichtet, in unserem Bericht auf die dazugehörigen Angaben in der Jahresrechnung aufmerksam zu machen oder, falls diese Angaben unangemessen sind, unser Prüfungsurteil zu modifizieren. Wir ziehen unsere Schlussfolgerungen auf der Grundlage der bis zum Datum unseres Berichts erlangten Prüfungsnachweise. Zukünftige Ereignisse oder Gegebenheiten können jedoch die Abkehr der Gesellschaft von der Fortführung der Geschäftstätigkeit zur Folge haben.
- beurteilen wir Darstellung, Aufbau und Inhalt der Jahresrechnung insgesamt einschliesslich der Angaben sowie, ob die Jahresrechnung die zugrunde liegenden Geschäftsvorfälle und Ereignisse in einer Weise wiedergibt, dass eine sachgerechte Gesamtdarstellung erreicht wird.



Wir kommunizieren mit der Verwaltung bzw. dessen zuständigem Ausschuss unter anderem über den geplanten Umfang und die geplante zeitliche Einteilung der Abschlussprüfung sowie über bedeutsame Prüfungsfeststellungen, einschliesslich etwaiger bedeutsamer Mängel im Internen Kontrollsystem, die wir während unserer Abschlussprüfung identifizieren.

Bericht zu sonstigen gesetzlichen und anderen rechtlichen Anforderungen

In Übereinstimmung mit Art. 906 OR in Verbindung mit Art. 728a Abs. 1 Ziff. 3 OR und PS-CH 890 bestätigen wir, dass ein gemäss den Vorgaben der Verwaltung ausgestaltetes Internes Kontrollsystem für die Aufstellung der Jahresrechnung existiert.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

CONTROVA AG

Carsten Gerber
zugelassener Revisionsexperte
leitender Revisor

Rebekka Güdel
zugelassene Revisionsexpertin